

Brider les banques ou les nationaliser ?

Pas la peine de revenir longuement sur le déroulé de la crise de 2008-2009. Même à droite on s'accorde à dire que les banques et leurs dérives spéculatives sont au centre du tourbillon qui a failli emporter le monde... Après la panique généralisée et l'intervention massive des Etats pour sauver les meubles, on allait voir ce qu'on allait voir ! Pour un peu, Sarkozy, Reynders, Baroso et Di Rupo auraient driblé Besancenot et Hedebeuw par la gauche...

Tout cela est assez bien décrit dans le document programmatique du PTB. “Malgré les appels réitérés en faveur d'un capitalisme “éthique”, les grandes institutions financières multinationales continuent à spéculer. C'est logique. À l'ère actuelle du capitalisme financier, où les activités industrielles et spéculatives sont étroitement imbriquées, investir et spéculer vont main dans la main. C'est dans l'ADN du système”.

Au-delà des constats, le document aligne un certain nombre de propositions qui sont loin d'être à la hauteur des enjeux. Si la financiarisation du capital est au coeur du système et de ses crises, les solutions anticapitalistes doivent s'attaquer au coeur. On ne peut se contenter de la revendication branchée “d'une banque publique 2.0” qui pourrait “mettre un terme à la témérité des banques, attisée par la concurrence”. Des mesures radicales sont nécessaires.

Le document laisse supposer que cette “banque publique 2.0” pourrait coexister à côté des “requins de la finance” qui ont profité des largesses de l'Etat – leur Etat – pour rebondir et amasser à nouveau des montagnes de bénéfices.

A la revendication ambiguë d'une “banque publique 2.0”, nous préférons la formule des syndicalistes de Charleroi qui renouent avec le programme des réformes de structures anticapitalistes des Congrès de la FGTB en 1954-56. Dans sa brochure “10 objectifs d'un programme anticapitaliste d'urgence” la FGTB Charleroi préconise en effet de “mettre toutes les institutions financières sous le strict contrôle de la société par constitution d'un grand pôle bancaire public par socialisation des banques, sans indemnité ni rachat (sauf petits actionnaires). Elle ajoute qu'il faut “interdire la spéculation aux banques de dépôts” et “mettre sous contrôle public les agences de notation”¹

Freddy Mathieu
pousseur de la liste PTB-GO! à la Chambre dans le Hainaut

¹ <http://www.lcr-lagauche.org/d/10-objectifs-web.pdf>

Chasse au chômage, droit à l'emploi, réduction du temps de travail !

Le chapitre 2 du programme du PTB-GO "Chasser le chômage, pas les chômeurs" est construit autour d'une des questions de l'enquête électorale du PTB : "Comment garantir l'emploi pour tous". Et, comme pour les autres chapitres, la méthode est de partir des constats pour déboucher sur les propositions.

Le constat est décrit de manière précise et percutante : chômage massif, surtout chez les jeunes, "une génération perdue" ; des gouvernements –fédéral et régionaux- qui poussent, à coup de lois, de décrets, des milliers de personnes dans la précarité, la pauvreté ou encore à la surexploitation dans le travail, l'allongement de la carrière, tout en "chouchoutant les grandes entreprises" (retentissement des études du PTB sur les cadeaux fiscaux !)

Dans la série des constats, le programme dégage une réflexion centrale : "les uns cherchent désespérément du travail, les autres se crèvent au boulot en raisons des cadences infernales et de la flexibilité". Et les travailleurs âgés sont les plus vulnérables : "Près de la moitié des travailleurs entre 55 et 65 ans ont des affections du système musculaire..."

D'où découle la revendication phare avancé par le PTB, dans la campagne PTB-GO, pour maintenir et créer des emplois : Emplois-relais, les jeunes au boulot, les plus âgés au repos. Droit à la prépension à 58 ans avec remplacement obligatoire par un jeune.

Certes, ça tombe sous le sens ! La situation actuelle est absolument irrationnelle, souligne le texte (chapitre 2) : "nous avons un problème de société".

Nous estimons cependant que cette revendication "phare", tout à fait légitime, est loin d'être suffisante pour répondre à la fois aux deux questions : "comment garantir l'emploi pour tous" et alléger la souffrance et l'usure au travail, pour imposer le droit à un "mieux vivre".

Notons toutefois que, pour répondre à ces questions, une autre revendication est présentée dans le vaste programme PTB-GO (chapitre 2) : "Nous voulons qu'il y ait une réduction du temps de travail, par semaine, avec maintien du salaire, sans hausse du rythme du travail et avec des embauches supplémentaires".

Dans la campagne et sur les listes PTB-GO pour les élections du 25 mai, la LCR et ses candidat-e-s avancent onze mesures d'urgence sociale, dont la première s'intitule : 'droit à l'emploi, travailler moins, travailler tout-e-s, vivre mieux".

La revendication phare que nous avançons est la réduction collective et radicale du temps de travail, par l'imposition des 32 heures par semaine, sans perte de salaire et avec embauches compensatoires.

Nous en expliquons l'urgence et l'importance dans un article de ce numéro de *La Gauche*.

Tout plaide – et d'abord la convergence avec le PTB et plus largement avec d'autres organisations de la gauche de gauche – pour que, ensemble, avec le mouvement syndical et social, nous mobilisions sur cet objectif.

Denis Horman
5ème suppléant sur la liste PTB-GO! au Parlement wallon
arrondissement de Liège

Energie et climat : casser les fossiles ou les contourner ?

Le PTB ne croit pas aux solutions de marché. Pour sauver le climat, il veut que “la collectivité ait en mains les leviers de la transition énergétique”: “L’énergie est trop importante pour la laisser à la merci de la soif de profit”, “La révolution verte n’est possible que si nous mettons hors-jeu les multinationales de l’énergie”, “Nous voulons un secteur public de l’énergie”.

Le PTB veut “retirer de la route autant de trafic que possible”. Pour les transports de marchandises à longue distance, il se prononce pour l’obligation de recourir au rail et aux voies d’eau. Pour les personnes, il plaide pour “un vaste plan de développement de transports publics” plus fréquents, plus confortables et meilleur marché. Il ne demande pas la gratuité.

Le PTB ne revendique pas l’entreprise publique d’isolation/rénovation des logements – qui figure au programme de la FGTV wallonne. Il prône plus modestement un “soutien de la collectivité” à l’isolation des habitations récentes, par “un système de tiers payant”. Problème : ce système n’est incitatif que pour les propriétaires.

Le PTB se prononce pour la fermeture des centrales nucléaires conformément à la loi Deleuze. Il réclame des “entreprises publiques communales de production d’énergie verte bon marché” et veut que les conseils d’administration de celles-ci soient élus par les consommateurs.

Quoique positif, le texte est ambigu sur certains points clés. En dépit des affirmations sur le service public de l’énergie, on ne sait pas au final si le PTB propose d’exproprier les multinationales ou de les contourner par l’investissement public local dans les renouvelables. Le terme “nationalisation” n’est pas utilisé. A certains moments, on a le sentiment que le PTB redécouvre “l’économie mixte”.

Le programme cite en exemple les municipalités allemandes qui ont rompu avec les grosses entreprises comme RWE ou E.on pour créer leur propre compagnie publique d’énergie. Cette expérience est intéressante, mais il n’est pas vrai que la ville de Munich soit un modèle de passage aux renouvelables: l’électricité produite vient à 30% du charbon importé de Colombie (et à 37% du gaz naturel).

S’appuyant sur le Bureau du Plan, le PTB pense qu’un système 100% renouvelables est possible en maintenant la croissance, sans réduire la production matérielle et les transports. On fera deux remarques. Primo : l’étude du Bureau du Plan ne tient pas compte des combustibles fossiles utilisés pour produire les marchandises importées. Secundo : le PTB évite la question la plus difficile : comment sauver le climat tout en supprimant le chômage ? Selon nous, cette question ne peut être résolue que par une stratégie anticapitaliste, incluant notamment les 32H sans perte de salaire ainsi que la suppression des productions inutiles et nuisibles (avec reconversion des travailleurs).

Un texte intéressant mais qui mérite d’être approfondi et clarifié par le débat.

Daniel Tanuro
pousseur de la liste PTB-GO! à la Chambre en province de Namur

Une autre politique de la dette pour enrayer la crise des Etats

Sous ce titre, intégré au chapitre "Europe", on trouve les constats et les propositions du PTB sur la problématique de la dette. Quelques morceaux choisis :

"Dans les pays du Sud, la dette n'est pas liée aux investissements réalisés au profit de la population" (p.64)

"Si nous combattons les comportements parasites ainsi que la spéculation structurelle, la dette publique pourra être ramenée à des proportions raisonnables" (p.63)

"Pour réduire la dette qui pèse sur tous les pays d'Europe, ce n'est pas la voie des restrictions et de la régression sociale qu'il faut suivre. Et ce ne sont pas les victimes qui doivent payer, mais les responsables. Il faut un audit approfondi, transparent et démocratique pour faire la clarté sur les véritables causes de la dette des pays européens, et ainsi déterminer quelle sera la part à rembourser par la population." (p.63-64)

C'est une des premières fois que le PTB se prononce en faveur de l'audit sur la dette et de l'annulation des dettes illégitimes. On ne peut que se féliciter de cette évolution. Il y a cependant des nuances et des contradictions dans le texte.

D'abord sur les constats : dans la vision du PTB, la dette illégitime n'est pas une notion politique. Il ne s'agit pas d'amorcer une dynamique unifiante et mobilisatrice de contrôle ouvrier et populaire, partant de l'arnaque de 2008-2009, pour déboucher sur l'annulation pure et simple de la dette. Pour le PTB, la dette illégitime semble plutôt une notion assez technocratique de droit international ("De nombreux textes juridiques, comme la Charte des Nations Unies à la base du droit international, confirment que les droits de l'homme priment sur les droits des créanciers" p.64) permettant de faire le tri entre les dettes illégitimes, qui seront annulées, et les autres, qui seront honorées.

Plutôt qu'un électrochoc pour sortir de la logique infernale de la dette, on nous propose de la gérer de manière graduelle, en bon père de famille : "L'objectif premier étant de réduire le montant et le rythme des remboursements" (p.64)

Dans les solutions proposées sur la question de la dette, le programme se limite à indiquer :

"Nous voulons réduire le montant et le rythme du remboursement et diminuer les taux d'intérêt. Nous exigeons la remise de toutes les dettes illégitimes des pays du tiers monde et du sud de l'Europe". Pourquoi couper ainsi l'Europe en deux ? Les milliards que notre gouvernement a engouffrés dans la crise des banques sont-ils "légitimes"?

Pour nous, sur la question de la dette comme sur celle des banques (et plus généralement sur tout ce qui sert de prétexte à des politiques d'austérité), il est impératif de développer un programme de rupture avec le système capitaliste car c'est lui la cause de tous nos malheurs.

A 50 jours des élections, la social-démocratie est bien capable de durcir le ton et d'essayer de récupérer telle ou telle revendication pour donner le change. Il serait erroné de faire croire aux travailleurs que

l'austérité est seulement "absurde" et que quelques mesures raisonnables permettront de remettre le capitalisme dans le droit chemin. Plus que jamais la gauche de gauche doit propager un projet alternatif global, partant du bon sens des gens, avançant des revendications radicales : cela ne veut pas dire maximalistes ou illusoire mais qui vont à la racine des problèmes.

Freddy Mathieu
pousseur de la liste PTB-GO! à la Chambre dans le Hainaut

Union Européenne : ne jeter que Lisbonne et le TSCG ?

Comme la plupart des organisations de gauche, le PTB dresse des constats justes à propos des désastreuses conséquences sociales, environnementales et démocratiques des politiques européennes mais entretient l'illusion qu'un changement de cap reste possible dans le cadre de cette Union Européenne.

Quand le PTB souligne à juste titre que l'Union Européenne s'enfoncé de plus en plus dans la voie néolibérale, il oublie de situer la ligne de départ. Ainsi, le programme revendique l'abolition du Traité de Lisbonne, du pacte Europlus, du sixpack, du Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et des autres mesures qui renforcent la "gouvernance économique" mais sans remettre en cause ni les Traités fondateurs ni les institutions de l'UE capitaliste. En négligeant la complicité de tous les gouvernements à travers ces politiques européennes pour pointer le modèle allemand comme l'ennemi à abattre, en imaginant le Parlement européen comme un outil démocratique, équivalent supranational des Parlements nationaux, le PTB mise sur l'augmentation du poids des Etats et du Parlement européen pour construire des garde-fous contre les politiques européennes actuelles.

En plus de déboucher sur des revendications qui entraîneraient au mieux des aménagements de surface, une telle posture met de côté la perspective de construire une autre Europe - internationaliste, égalitaire, et basée sur une démocratie réelle et solidaire – dont le PTB se réclame pourtant. C'est aussi laisser le terrain de l'euroscpticisme à la droite et à l'extrême droite plutôt que de l'investir et de batailler pour braquer à gauche toute. Pourtant, il y a urgence à s'engager ouvertement en faveur d'une rupture à gauche avec cette Union Européenne étant donné la montée en puissance des forces réactionnaires qui récupèrent la colère légitime des peuples d'Europe. Cette montée en puissance, l'analyse du PTB la néglige largement malgré les attaques et les reculs engrangés contre les droits des femmes et des immigrés et malgré la violence de plus en plus visible et assumée des groupes néofascistes dans les rues comme dans les enceintes parlementaires.

Céline Caudron

4e candidate sur la liste PTB-GO! pour le Parlement européen

Féminisme : encore un effort !

Si le féminisme est absent du programme du PTB en tant qu'alternative de société basée sur l'égalité des droits entre tou-te-s, un chapitre du programme reconnaît "une inégalité structurelle entre les femmes et les hommes" et propose une série de bonnes revendications pour la corriger. Mais force est de constater que la dimension "genre" ne bénéficie pas d'une place d'honneur dans le programme, avec un chapitre en 13^e position des priorités (sur 17) et surtout, sans intégration réelle à travers l'ensemble des analyses et revendications du programme. Dommage parce que, sans décliner l'ensemble des propositions à partir de la situation particulière que vivent les femmes, elles ne pourront pas toujours en bénéficier concrètement.

Par exemple, il est évidemment nécessaire, comme le propose le PTB, d'augmenter les salaires et de veiller à une application stricte de la convention collective de travail n°25 sur l'égalité salariale entre hommes et femmes. Mais si, en même temps, on ne prend pas de mesures concrètes pour améliorer la mixité de tous les emplois (secteurs et fonctions) et pour empêcher les négociations individuelles de salaire (primes au mérite, avantages extra-légaux...) au détriment des négociations collectives, les femmes continueront à se retrouver dans les catégories de travailleurs/euses les moins bien payés.

Le titre du chapitre "Mettre l'égalité des genres à l'ordre du jour" pose aussi question. S'agit-il de maintenir des "genres", c'est-à-dire des rôles sociaux distincts en fonction du sexe des personnes en veillant simplement à ce que l'un ne prime pas sur l'autre? Si le chapitre constate l'existence de tâches "genrées" et prône une meilleure répartition, aucune proposition concrète ne va dans le sens d'une déconstruction des rôles sociaux, pour que chacun-e puisse vivre en bénéficiant des mêmes droits et libertés sans être coincé-e dans le carcan traditionnel et moral en fonction de son sexe.

Dans le même sens, les "normes" hégémoniques en matière de sexualité ne sont pas non plus questionnées. On ne retrouve pas un mot dans le programme sur les droits des personnes LGBT+. Pourtant, les discriminations à leur égard continuent de traverser la société.

Enfin, l'égalité des droits entre hommes et femmes commence par une vigilance à travers ses propres pratiques quotidiennes. Pour un parti, ça implique de porter une attention particulière à ne pas véhiculer de stéréotypes sexistes à travers sa communication politique. Ça implique aussi de contribuer à la féminisation du monde politique et, quand on a en la possibilité, des enceintes parlementaires en plaçant davantage de femmes en position éligible ou, du moins, en pratiquant la "tirette" (un homme-une femme) sur les listes électorales. Nous regrettons que les listes PTB-GO! n'aient pas prêté plus d'attention à ces éléments mais espérons que, à l'avenir, ils figureront effectivement "à l'ordre du jour".

Céline Caudron et Pauline Forges
resp. 4^e candidate sur la liste européenne et 8^e candidate sur
la liste PTB-GO! pour le Parlement bruxellois

“Tendre à la paix” ?

S’il y a bien un terrain sur lequel, on lira avec attention les propositions du programme électoral 2014 du PTB c’est bien sur celui de la paix. Car cela implique de se positionner en tant que parti sur l’actualité politique internationale. Et les lecteurs avertis savent probablement sur ce terrain le PTB a été amené au fil des ans à effectuer une série de tournants à 180° à couper le souffle.

Un seul exemple, après avoir considéré pendant de longues années que les dirigeants de l’URSS étaient des révisionnistes qui avaient rétabli le capitalisme à l’Est et que le “social-impérialisme” représentait le plus grand danger pour la paix, le PTB a changé son fusil d’épaule pour finalement considérer que Eltsine avait été l’un des artisans de la restauration du capitalisme en ex-Union soviétique (et par conséquent que personne ne l’avait fait avant lui !).

Mais cela offre-t-il un intérêt de comparer l’évolution du programme du PTB sur une longue période de 20 ou de 30 ans ? Comparons donc les différences sur une période de référence plus courte. Lors de son 7e congrès tenu en 2002, le PTB a adopté une série de thèses sur la mondialisation où il est clairement énoncé que l’impérialisme s’oriente résolument vers la guerre comme solution à la crise, que seul le socialisme peut sauver l’humanité et assumer la justice sociale, la démocratie, la libération nationale et la paix. Autre point important, la Belgique doit sortir de l’OTAN.

Par contre le chapitre du programme électoral de 2014 ressemble plutôt aux positions défendues par les partis communistes des années 50 et 60, à l’époque de la coexistence dite pacifique. A l’époque, les PC n’avaient que le mot “Paix” à la bouche. “Paix en Algérie !, Paix au Vietnam !” sans préciser si cette “paix” signifiait la défaite du colonialisme ou de l’impérialisme ou si elle était seulement un cessez-le-feu en attendant des jours meilleurs.

Vous pouvez retourner dans tous les sens le chapitre “Paix” de l’actuel programme électoral du PTB, vous n’y trouverez pas l’idée que seul le socialisme peut amener la paix, ni même que “Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l’orage” comme disait Jean Jaurès.

Concrètement le PTB a 6 propositions :

1. Le retrait immédiat des troupes et des avions F-16 belges de l’Afghanistan ;
2. Pour une solution négociée pour l’Afghanistan.
3. Pas de participation à des interventions militaires à l’étranger.
- 4 La Belgique doit ramener au minimum sa contribution à l’OTAN en attendant la révision du rôle de la Belgique au sein de l’OTAN. Pas d’achat de nouveaux avions (F-35)
- 5 La Belgique doit développer sa propre vision et stratégie de paix.
- 6 Pour les Afghans :

- une évaluation sérieuse de la situation en Afghanistan et des dangers d’aggravation après 2014
- un moratoire sur les expulsions vers l’Afghanistan
- un statut légal pour tous les réfugiés afghans qui séjournent déjà sur notre territoire.

On peut sans réserves approuver les points 1 et 3 ainsi que le refus de l’achat des F-35.

Pour le point 2 ; on peut se demander légitimement ce que signifie “une solution négociée” ?

Et avec qui ?

Pour le point 4, notons que le PTB ne revendique plus de sortir de l’OTAN, mais une “contribution minimum” de la Belgique. Voilà qui semble en rupture avec la tradition de toute la gauche en Belgique.

Il n'y a pas non plus de revendication de bannir les armes nucléaires entreposées à Kleine Brogel (ce que réclame aujourd'hui le Spa !).

Pour le point 5, que signifie "développer sa propre vision de la paix ?" Dans le cadre du capitalisme ?

Enfin, le point 6 ne revendique pas la régularisation des Afghans réfugiés en Belgique, mais seulement un moratoire (une suspension) des expulsions et "un statut légal" (lequel ?).

Voilà une "programme pour la paix" qui manque singulièrement de tonus et surtout qui pose la question de la paix indépendamment du capitalisme.

Dans le passé, les partis communistes illustraient souvent leurs publications pacifistes par le dessin ou la photo d'une colombe. Dans son programme électoral de 2014, le PTB a choisi un pigeon. Mais qui est le pigeon ?

Guy Van Sinoy
56e candidat effectif sur la liste PTB-PVDA-GO!
pour le Parlement bruxellois